

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 18/01/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUTREA NUTRITION ANIMALE (S.A.S)

CS 40207
56440 Languidic

Références : UD/2024-33
Code AIOT : 0005506793

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'établissement NUTREA NUTRITION ANIMALE (S.A.S) implanté ZI de la Rouillais, Rue Emile Deshayes, 35420 Louvigné-du-Désert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la vérification des suites données par l'exploitant à une plainte relative à une gêne sonore déposée auprès de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTREA NUTRITION ANIMALE (S.A.S)
- ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 Louvigné-du-Désert
- Code AIOT : 0005506793
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est spécialisée dans la préparation d'aliments pour animaux d'élevage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Niveau sonore et plainte bruit
- Contrôle périodique électrique et suivi des observations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Niveau sonore – Plan de gestion du bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1, point 13.1	Sans objet
4	Installations électriques – Résultats des contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveau sonore – Dépassement du niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 6.2	Sans objet
3	Niveau sonore – Prévention du niveau sonore	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1, point 13.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises par l'exploitant pour améliorer l'impact de l'activité en matière de bruit ont permis un retour positif du plaignant vis-à-vis de la gêne ressentie. Les conclusions en matière de résultat (niveau de bruit) sont largement améliorées par rapport à la situation avant de 2021, début 2022.

Concernant le suivi des contrôles annuels électriques, la DREAL pointe de nouvelles observations récurrentes et une organisation fragile autour des plans d'action déployés au regard de ces observations. Une nouvelle inspection est programmée en 2024 sur ce sujet, outre les réponses attendues par ailleurs.

Par ailleurs, l'exploitant actuel a fait savoir que les statuts de la société évoluaient à compter du 01/01/2024. Bien que la marque NUTREA perdure, le site est repris par la filiale NOREA du groupe TERENA. Sur le site, il n'est pas attendu d'évolution de personnel. Par contre, les contacts DREAL et le personnel en charge des questions de qualité, sécurité et environnement seront différents. Dans l'attente, le contact du responsable de site a été retenu pour les échanges avec la DREAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau sonore – Dépassement du niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement du niveau sonore et plainte
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruits mesurés aux limites de l'établissement ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : Jour (6 h 30 - 21 h 30) sauf dimanches et jours fériés : 57 dB(A) Nuit (21 h 30 - 6 h 30) et dimanches et jours fériés : 55 dB(A)
Constats : La société NUTREA a fait l'objet en octobre 2021 d'une plainte du voisinage relative à des nuisances sonores récurrentes depuis plusieurs mois. Cette plainte fait suite à une période de travaux (2019 - 2021) où de nouveaux bâtis ont été mis en place, en remplacement d'anciens et à une évolution des pratiques sur site avec l'usage d'un dispositif de décolmatage assez bruyant (tonalité marquée). L'exploitant a fait réaliser une étude acoustique par la société JLBi Acoustique pour caractériser l'importance de ces nuisances. Le rapport de cet organisme de décembre 2021 mentionne des dépassements des niveaux de bruit en limites de propriété et des dépassements des valeurs limites d'écoulements sur toutes les ZER. Lors de la dernière inspection du site en 2022, le sujet des niveaux sonores avait été abordé. Les travaux commandés par l'exploitant pour diminuer la gêne ressentie n'étaient pas encore achevés. Aussi, l'inspection concluait en une nécessité de finaliser ces travaux dans les meilleurs délais possibles et de renouveler la mesure des émissions sonores de l'installation après ces travaux. Cette nouvelle mesure a été réalisée en septembre 2022, soit juste après la fin des travaux par la société JLBi Acoustique. Elle conclut en : - Une diminution significative du niveau sonore en limite de propriété et en zone à émergence

<p>réglementée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une suppression des tonalités marquées ; - Un respect des valeurs limites admissibles en limite de propriété. <p>Ainsi, les mesures prises par l'exploitant permettent le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Par contre, des dépassements des niveaux sonores admissibles au titre de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées autorisées ont été constatés (période diurne, dépassement d'1,5 dBA pour la ZER2, période nocturne dépassements systématique en ZER, de 4,5 à 6 dBA en fonction des ZER). Le niveau de dépassement a toutefois diminué de près ou de plus de la moitié par rapport à la situation précédente et le plaignant a indiqué à la DREAL être satisfait à ce stade.</p> <p>L'exploitant devra poursuivre ses efforts afin que ses installations puissent être conformes à la réglementation (cf pt de contrôle 2)</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Niveau sonore – Plan de gestion du bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1, point 13.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des émissions sonores ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction. <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette mesure est applicable depuis le 04/12/2023 en application de l'arrêté ministériel pris en application du Bref FDM. Or, l'exploitant n'a pas formalisé un plan de gestion du bruit dans le cadre du système de management environnemental. Toutefois, dans le cadre de la plainte objet de la présente inspection, l'exploitant a réalisé une mesure de niveau sonore et a mis en œuvre des actions qui ont eu un effet sur la gêne ressentie par le plaignant. Par ailleurs, il a été constaté certaines mesures intéressantes à valoriser en matière d'atténuation de la gêne acoustique.</p> <p>> L'exploitant doit formaliser, dans un délai de deux mois, un plan de gestion du bruit dans le cadre de son système de management environnemental. Ce document doit s'intéresser à valoriser les mesures déjà prises et les mesures organisationnelles positives pour leurs effets en matière de bruit. Ce plan doit également définir les mesures retenues en matière de surveillance, et notamment de renouvellement de la surveillance, ainsi que la méthode de traitement des éventuelles plaintes ou signalements.</p> <p>Selon le retour du prestataire ayant fait l'étude acoustique, il sera difficile d'améliorer les effets des autres facteurs de bruits identifiés (rayonnement du bardage métallique de la tour, circulation des poids-lourds notamment). Par ailleurs, l'installation est implantée dans le bourg et les habitations voisines sont très proches.</p>

Bien que consciente que l'environnement immédiat de cette installation et la configuration du site sont des facteurs aggravants, la DREAL demande à l'exploitant d'intégrer, dans son plan de gestion du bruit, une réflexion globale sur les mesures envisageables afin de rabaisser les niveaux dans les zones à émergence réglementée en dessous du seuil réglementaire. À des fins de bonne compréhension des difficultés que pourraient représenter leur mise en œuvre, cette analyse pourra être accompagnée d'une évaluation financière. Les suites données à cette demande pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Niveau sonore – Prévention du niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1, point 13.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.

Technique Description Applicabilité

a Implantation appropriée des équipements et des bâtiments Réduction des niveaux de bruit en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties des bâtiments. Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements et des entrées/sorties des bâtiments peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de coûts excessifs.

b Mesures opérationnelles Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- Inspection et maintenance améliorées des équipements ;
- Fermeture des portes et des fenêtres des zones confinées, si possible ;
- Utilisation des équipements par du personnel expérimenté ;
- Renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit, si possible ;
- Précautions pour éviter le bruit, notamment pendant les activités de maintenance. Applicable d'une manière générale.

c Equipements peu bruyants Concerne notamment les compresseurs, les pompes et les ventilateurs.

d Dispositifs anti-bruit Notamment :

- Réducteurs de bruit ;
- Isolation des équipements ;
- Confinement des équipements bruyants ;
- Insonorisation des bâtiments. Peut ne pas être applicable aux unités existantes en raison du manque d'espace.

e Réduction du bruit Intercalation d'obstacles entre les émetteurs et les récepteurs. Applicable uniquement aux unités existantes, car la conception des nouvelles unités devrait rendre cette technique inutile. Dans le cas des unités existantes, l'intercalation d'obstacles peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace.

L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques suivantes.

Constats :

L'étude acoustique par la société JLBi Acoustique pour caractériser l'importance de ces nuisances permet d'identifier les principales sources sonores. Une autre étude de février / mars réalisée par DELAUNAY Acoustique a été commandée par l'exploitant pour proposer des mesures de réduction / prévention adaptées. Au regard des constats de dépassement du niveau sonore, l'exploitant a mis en place les mesures suivantes préconisées dans le rapport DELAUNAY Acoustique :

- moteurs des silos extérieurs : mise en place d'un écran phonique en pieds de silos ;
- extractions des lignes de production : Mise en place de quatre silencieux au niveau des extractions des quatre lignes de production ;

Les travaux ont été finalisés vers septembre 2022 suite à un retard de livraison des silencieux.

Par ailleurs, l'exploitant avait déjà mis en place des mesures organisationnelles de réduction des émissions sonores :

- Arrêt des vibreurs de décolmatage sur une longue période en 2022. Ils sont maintenant utilisés ponctuellement, lorsqu'il y a colmatage, et en journée uniquement ;
- Fermeture des portes de quai de chargement / déchargement ;
- Absence de déchargement de matières premières sur la zone extérieure entre 19h et 7h
- Sensibilisation du personnel.

Un courriel de septembre 2022, en provenance du plaignant riverain (plainte relative aux émissions sonores engendrées par l'installation) et réceptionné en DREAL met en exergue que ces mesures ont permis de revenir à un niveau sonore ressenti satisfaisant par le plaignant. Aucun autre signalement n'a été reçu depuis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques – Résultats des contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 7.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prise en compte des observations lors des contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100. Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art. En outre, les installations électriques utilisées dans les zones I et II sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 – JO. du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs.

(...)

Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement (au moins une fois par an) contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Constats :

Une mise en demeure du 26/02/2021 a été prise dans la suite du constat lors de l'inspection 2019 de défauts d'entretien des installations électriques et de l'insuffisance de prise en compte des observations de l'organisme de vérification. L'exploitant a répondu par courrier du 25/06/2021. Selon ses informations, les 5 observations ont fait l'objet d'un traitement approprié, pour certaines par un prestataire extérieur en électricité. L'exploitant a pris des dispositions pour améliorer le suivi des installations électriques : un prestataire en électricité accompagne désormais l'organisme vérificateur pour lever les non-conformités immédiatement corrigibles et identifier précisément les observations importantes à traiter sans délai.

Dans les réponses, il est explicitement indiqué que deux défauts relevés concernant un défaut d'isolement et une protection contre les surintensités à mettre en place (au niveau de l'atelier garage) ont été traités.

Lors de l'inspection de ce jour, le rapport de contrôle électrique de l'année 2023 a été vérifié. Cinq observations sont relevées. Deux observations, relatives à la protection des locaux à risque et l'absence de conducteur de terre dans l'atelier garage, sont relevées sur le rapport avec l'indication qu'elles sont signalées depuis 2013. Par ailleurs, une observation, déjà signalée en 2022 et concernant la calibration 10 A d'un local électrique, est relevée.

L'exploitant indique, pour les deux observations les plus anciennes, que soit des chiffrages sont en cours, mais sans retour à ce jour, soit la problématique soulevée est lourde financièrement pour l'installation. Il indique qu'il ne s'agit pas des mêmes observations que celles ayant amené la DREAL

à proposer la mise en demeure mais sans pouvoir expliquer pourquoi il est indiqué qu'elles étaient signalées depuis 2013. Pour l'observation déjà signalée en 2022, il s'agirait d'une mauvaise compréhension entre le prestataire du contrôle et le représentant de l'exploitant.

> L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, le devis validé des travaux nécessaires à la levée de la première observation (protection des locaux à risque) du rapport de vérification électrique de l'installation de 2023 ainsi qu'à la cinquième (calibration local électrique). Si les mesures sont finalisées, il en informe la DREAL. Par ailleurs, il transmet les mesures retenues pour lever, ou limiter la gravité, de la troisième observation relevée (conducteur de terre). Il informe la DREAL du calendrier de réalisation de ces mesures.

Le groupe a fait l'objet d'une cyberattaque. Depuis, le système de gestion de la maintenance n'est plus utilisable. Les explications données en séance sur les modalités de suivi des observations relevées lors des contrôles de maintenance ou des contrôles périodiques n'ont pas permis de lever le doute de l'inspectrice sur la fragilité de l'organisation en matière de suivi et de délai de réaction. Ce point, qui ciblait spécifiquement le contrôle électrique, a pourtant fait l'objet d'une mise en demeure en 2021.

L'exploitant a par ailleurs informé l'inspectrice d'un changement de statut à compter du 01/01/2024 de l'installation. Aussi, l'organisation en matière de suivi de la maintenance sera amenée à évoluer.

> L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, un descriptif précis de la nouvelle organisation retenue en matière de suivi de la maintenance préventive, des résultats des contrôles réglementaires et périodiques.

La DREAL retient à ce stade que l'exploitant doit progresser sur le suivi des observations relevées en maintenance et contrôles réglementaires sur le site et qu'une alerte a déjà été faite à ce sujet. L'objectif premier est de permettre la levée des observations d'un contrôle à l'autre. Si la nature des travaux nécessaires est trop importante pour que l'ensemble soit réalisé dans cette échéance, l'exploitant doit être en mesure de justifier d'un plan d'action et d'un calendrier de réalisation. Il n'est pas proposé de mise en demeure sur ce point au regard des modifications de statut à compter du 01/01/2024, mais une surveillance renforcée de la DREAL sur le site est préconisée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites